

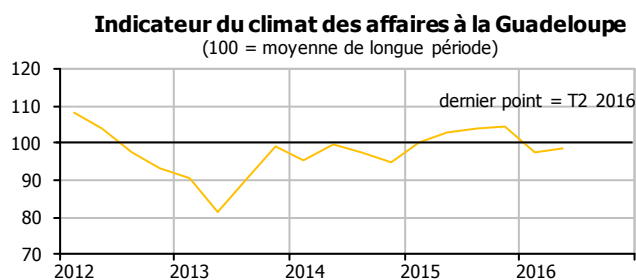
Tendances conjoncturelles

2^e trimestre 2016

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA GUADELOUPE

Un climat des affaires atone

À fin juin 2016, l'indicateur du climat des affaires (ICA) s'inscrit en hausse (+1,0 point) pour s'établir à 98,4 points. S'il reste en dessous de sa moyenne de longue période pour le deuxième trimestre consécutif, il s'en approche toutefois, grâce aux anticipations optimistes des chefs d'entreprise quant à leur activité du troisième trimestre. À l'inverse, la composante de l'ICA relative au trimestre passé n'influence pas l'évolution de l'indicateur sur le trimestre.



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

La situation sur le front de l'emploi se stabilise à fin juin. Les ménages restent prudents et revoient leur consommation à la baisse, dans un contexte de faible remontée des prix. Après le recul de l'investissement en début d'année, celui-ci montre des signes de reprise au second trimestre. Pour les mois à venir, les chefs d'entreprise font notamment part d'intentions d'investir en hausse. Les échanges commerciaux poursuivent en revanche leur repli.

Le manque de dynamisme global se traduit par des résultats mitigés au niveau sectoriel. Dans les secteurs primaire et des industries agroalimentaires, les chefs d'entreprises font état d'un courant d'affaires moins bien orienté, mais qui reste toutefois au-dessus de sa moyenne de longue période. Les professionnels jugent l'activité quasiment stable dans les autres industries et peu dynamique dans le secteur du commerce. Enfin, en dépit de la bonne orientation de certains indicateurs dans les secteurs du BTP et du tourisme, les chefs d'entreprise évoquent une d'une baisse d'activité.

CARAÏBE : UNE CROISSANCE À PLUSIEURS VITESSES

Dans son dernier rapport publié en juillet 2016, la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a revu ses prévisions de croissance à la baisse dans la zone caribéenne (-1,2 point) pour se situer à -0,3 % en 2016 (après -0,5 % en 2015). Les évolutions sont contrastées par pays et dépendent essentiellement de leurs positions à l'exportation. Ainsi, le Suriname et Trinidad-et-Tobago pâtissent-ils encore du faible niveau des cours des matières premières. La CEPALC y anticipe un recul du PIB de 4,0 % et 2,5 % respectivement. À l'inverse, la République dominicaine devrait tirer la croissance régionale à la hausse avec une croissance attendue de 6,0 % en 2016.

À la **Jamaïque**, le PIB a crû de 0,8 % en glissement annuel au premier trimestre 2016, soit un cinquième trimestre consécutif de hausse. Les performances économiques sont portées par le secteur primaire (+3,0 %), ainsi que par les secteurs de l'énergie (+5,3 %) et de l'hôtellerie-restauration (+2,4 %). Par ailleurs, à la suite de sa mission de consultation, le FMI a salué l'implémentation de son programme de réformes économiques, initié en 2013. En trois ans, la Jamaïque a retrouvé un niveau d'inflation soutenable (2,2 % en juillet 2016 contre 9,7 % en juillet 2013), le déficit commercial a été divisé par deux, et la dette publique a été ramenée sur une trajectoire baissière (-18 points de pourcentage de PIB à 128,7 %). En revanche, le taux de chômage ne recule pas significativement (13,5 %) et les inégalités perdurent.

À la **Dominique**, le FMI estime que la tempête Erika a durement fragilisé l'économie en 2015. Engendrant d'importantes pertes matérielles, la tempête a entraîné une contraction du PIB de 3,9 %. Dans le secteur bancaire, le taux de créances douteuses est dangereusement élevé (17 %) et l'économie souffre d'un resserrement des conditions d'octroi de crédit. L'inflation (0,6 %) et le déficit commercial (9,4 % du PIB) sont toutefois restés contenus grâce à la baisse des cours du pétrole. Dans un contexte de reconstruction, l'année 2016 sera une année de rattrapage, avec une croissance projetée à 1,3 %, mais conditionnée par l'aide internationale.

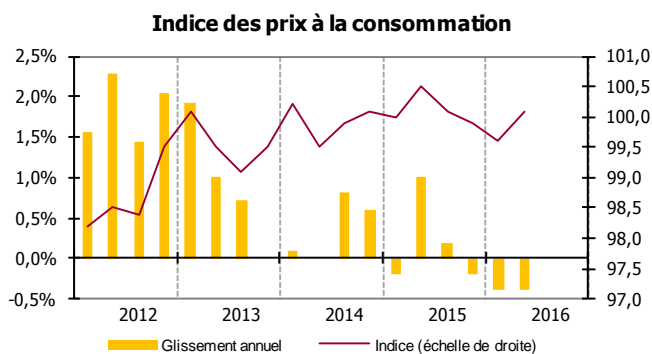
Sources : Commission des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Institut statistique de la Jamaïque, Fonds monétaire international.

Faible remontée des prix sur trois mois

Au deuxième trimestre 2016, l'indice des prix à la consommation (IPC) enregistre une hausse de 0,5 % après trois trimestres consécutifs de baisse.

Cette évolution tient essentiellement à la hausse des prix de l'énergie (+5,6 %), en particulier ceux des produits pétroliers (+8,0 %). Les prix des produits manufacturés et de l'alimentation contribuent également à ce léger regain d'inflation (respectivement +0,5 % et +0,6 %). Seuls les prix des services diminuent (-0,3 %), en lien avec le fort recul des prix des services de transports (-6,0 %).

En glissement annuel, les prix reculent à nouveau (-0,4 %). Les prix de l'énergie s'affichent en net repli (-7,7 %) et ceux des produits manufacturés restent quasiment stables (-0,1 %). En revanche, ceux de l'alimentation et des services progressent (+1,2 % et +0,4 %). Hors énergie, le taux d'inflation s'élève à +0,4 %.



Source : Insee

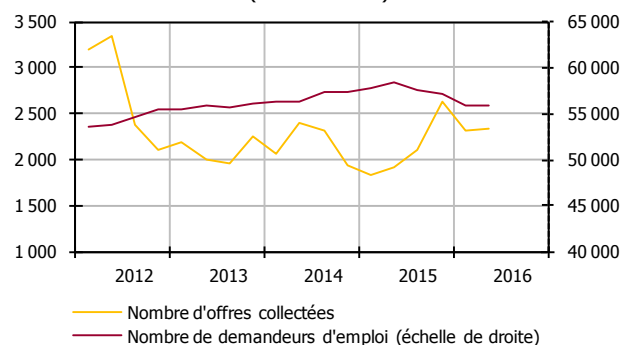
Stabilité du marché du travail sur le trimestre

À fin juin 2016, Pôle emploi recense 55 950 inscrits. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) reste stable (+0,1 %, CVS) après avoir baissé au trimestre précédent (-2,0 %, CVS). Les personnes âgées de 25 à 49 ans et de 50 ans ou plus voient leur situation s'améliorer : leur nombre parmi les DEFM A reculent respectivement de 0,5 % (CVS) et 0,4 % (CVS). À l'inverse, il augmente pour les moins de 25 ans (+4,3 %, CVS).

Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi diminue de 4,1 % (CVS). Au niveau national, la baisse, nettement moins marquée, s'établit à -0,2 % (CVS).

Le nombre d'offres d'emploi est quasiment stable par rapport au premier trimestre 2016 (+0,5 %, CVS) et demeure bien orienté sur un an (+22,5 %, CVS).

Demandeurs d'emploi DEFM A et offres d'emploi collectées (données CVS)



Source : DIECCTE

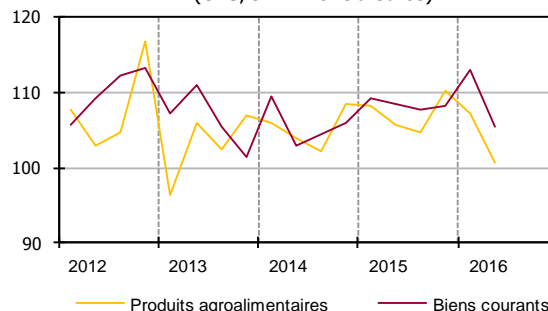
Baisse de la consommation des ménages

Après s'être maintenue en début d'année, la consommation des ménages recule au deuxième trimestre 2016.

Au deuxième trimestre, l'ensemble des importations de biens destinés aux ménages s'inscrit ainsi en baisse : les importations de produits agroalimentaires, de biens courants et de biens d'équipement du foyer reculent respectivement de 6,0 %, 6,7 % et 2,4 % (CVS). Sur un an, les importations de produits agroalimentaires et de biens courants sont également en repli (respectivement -4,8 % et -2,7 %, CVS). Seules les importations de biens d'équipement apparaissent en hausse par rapport au deuxième trimestre 2015 (+7,9 %, CVS).

À l'instar de la baisse de la consommation, les chefs d'entreprise du secteur du commerce interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'Iedom font état d'une activité peu dynamique au deuxième trimestre.

Importations de biens destinés aux ménages (CVS, en millions d'euros)



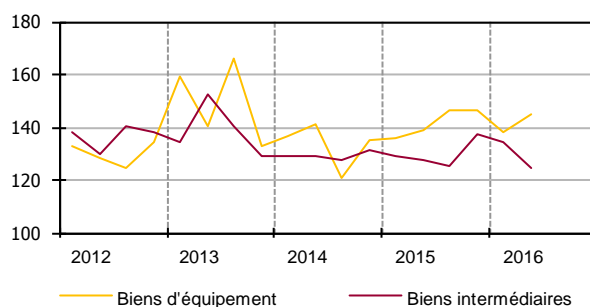
Source : Douanes, CVS IEDOM

Quelques signes positifs concernant l'investissement

Après avoir reculé au cours des trois premiers mois de l'année, l'investissement montre des signes de reprise au second trimestre 2016.

Les importations de biens d'équipement progressent de 4,7 % (CVS) sur trois mois et de 4,2 % (CVS) par rapport au deuxième trimestre 2015. À fin juin, les chefs d'entreprise font également part d'intentions d'investir en hausse pour les douze prochains mois. Les importations de biens intermédiaires diminuent toutefois de 7,5 % (CVS) sur le trimestre, et de 2,7 % (CVS) sur un an.

Importations de biens destinés aux entreprises
(CVS, en millions d'euros)



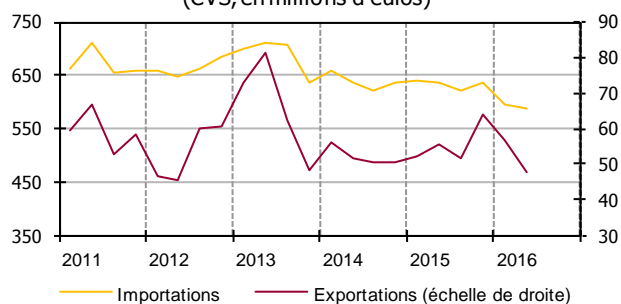
Source : Douanes, CVS IEDOM

Nouveau repli des échanges commerciaux

Au deuxième trimestre, les importations poursuivent leur recul (-1,5 %, CVS) à un rythme toutefois plus modéré qu'au trimestre précédent (-6,3 %, CVS). Cette nouvelle baisse, qui tient principalement au recul des importations de produits agroalimentaires et de produits pharmaceutiques, se confirme sur un an (-7,9 %, CVS).

Les exportations connaissent une évolution similaire. Elles se replient nettement sur le trimestre (-16,1 % après -18,4 % au trimestre précédent, CVS) en lien avec la baisse des réexpéditions de produits pétroliers. Sur un an, les exportations se contractent de 14,1 % (CVS).

Échanges commerciaux
(CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes, CVS IEDOM

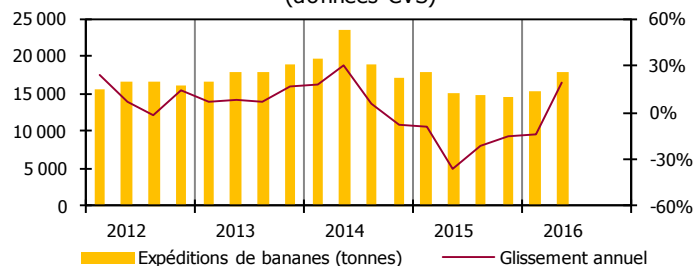
UNE ACTIVITÉ EN DEMI-TEINTE DANS LA PLUPART DES SECTEURS

Selon les premiers résultats de l'enquête de conjoncture, au deuxième trimestre 2016, si l'activité se révèle mieux orientée que ne le présageaient les anticipations des chefs d'entreprise au trimestre précédent, elle reste peu dynamique. À l'exception des délais de paiement jugés plus courts, les soldes de gestion (charges et effectifs) et de trésorerie se détériorent sur le trimestre. Les chefs d'entreprise anticipent un regain d'activité au troisième trimestre 2016.

Dans les **secteurs primaire** et des **industries agroalimentaires**, les chefs d'entreprise font état d'un courant d'affaires moins bien orienté mais qui reste supérieur à sa moyenne de longue période. Les exportations de produits agroalimentaires chutent de 45,2 % (CVS) sur le trimestre et de 27,6 % (CVS) sur un an, notamment en lien avec la baisse des expéditions de rhum agricole (-23,8 %, CVS). Pour leur part, les exportations de rhum industriel, qui représentent les trois quarts des exportations de la branche, affichent une croissance de 10,3 % (CVS) sur trois mois.

Les exportations de produits agricoles baissent de 6,9 % en variation trimestrielle (CVS) mais progressent de 6,2 % sur un an (CVS). Les expéditions de bananes s'affichent en hausse sur le trimestre (17,5 %, CVS). Elles dépassent aussi leur niveau du deuxième trimestre 2015 (+18,8 %, CVS).

Expéditions de bananes à destination de l'Union européenne
(données CVS)



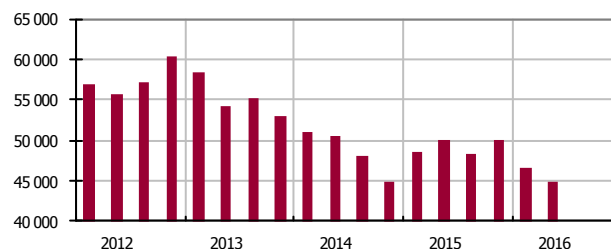
Source : CIRAD, CVS IEDOM

Le solde d'opinion relatif à l'activité passée des chefs d'entreprise dans **l'industrie** révèle une quasi-stabilité de l'activité par rapport au trimestre précédent. Les anticipations pour le troisième trimestre restent néanmoins défavorablement orientées.

D'après l'enquête de conjoncture, l'activité dans le secteur du **bâtiment et des travaux publics (BTP)** est toujours atone. En dépit de la meilleure orientation de certains indicateurs sur le trimestre, le secteur reste en proie à de nombreuses difficultés.

Après avoir fortement reculé au premier trimestre, le nombre de permis délivrés pour la construction de logements neufs renoue avec la croissance (+34,1 % sur le trimestre et +51,0 % sur un an). Les effectifs salariés s'affichent également en hausse sur le trimestre (+4,5 %) et sur un an (+2,8 %). Ils restent néanmoins inférieurs de plus de 30 % à leur niveau d'avant-crise. Les ventes de ciment sur le marché local restent en repli sur trois mois (-4,1 %, CVS) et enregistre une baisse plus marquée sur un an (-10,5 %, CVS). La faiblesse de la commande publique, dont le secteur est fortement dépendant, et privée, continue de peser sur l'activité. Les chefs d'entreprise anticipent tout de même une activité mieux orientée au troisième trimestre. La suppression annoncée de l'agrément fiscal préalable aux opérations de logement social conduites par les bailleurs sociaux pourrait en effet accélérer certaines mises en chantier.

Ventes de ciment
(CVS, en tonnes)

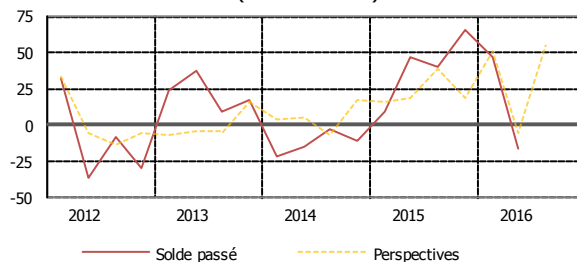


Source : Lafarge Ciments Antilles, hors Iles du Nord, CVS IEDOM

Dans la continuité du trimestre précédent, l'activité dans le secteur du **commerce** reste mitigée. Les délais de paiement s'améliorent en lien avec une baisse des incidents de paiement sur effets de commerce en nombre et en montant (respectivement -7,3 % et -29,9 %). Les chefs d'entreprise font état d'une dégradation de leur trésorerie et d'une progression des effectifs ralentie. Pour sa part, le marché automobile retrouve de la vigueur, avec une hausse du nombre de véhicules neufs immatriculés (+5,9 % sur le trimestre et +4,6 % sur un an). Les professionnels anticipent en revanche une stagnation de l'activité au troisième trimestre.

Dans le secteur du **tourisme**, comme anticipée par les professionnels, l'activité s'affiche en légère baisse, et contraste ainsi avec le niveau élevé atteint au deuxième trimestre 2015. À l'aéroport Pôle Caraïbes, le trafic aérien (hors transit) est quasiment stable sur le trimestre (-0,3 %, CVS) mais progresse toutefois sur un an (+6,6 %, CVS). Sur le segment de la croisière, le nombre de croisiéristes accueillis est en baisse de 56,9 % sur un an. Au total, les résultats de la saison 2015-2016, avec 273 776 croisiéristes accueillis, apparaissent moins bons que ceux de la saison précédente (-15,1 %) mais meilleurs qu'en 2013-2014 (+32,8 %). Les professionnels du tourisme anticipent une reprise de l'activité au troisième trimestre.

Solde d'activité du secteur touristique
(données CVS)



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

INCERTITUDES SUITE AU RÉSULTAT DU RÉFÉRENDUM AU ROYAUME-UNI

À la suite du vote du Royaume-Uni en faveur d'un retrait de l'Union européenne, les prévisions de croissance mondiale ont été légèrement revues à la baisse (-0,1 point) pour 2016 et 2017 par le FMI, pour se situer respectivement à 3,1 % et 3,4 %. Les perspectives sont plus défavorables pour les pays avancés tandis qu'elles demeurent globalement inchangées pour les pays émergents et en développement. Le « Brexit », qui a pris de court les marchés financiers, est, selon le FMI, de nature à accroître l'incertitude économique, politique et institutionnelle et devrait peser sur les économies des pays européens avancés, dans des proportions toutefois difficiles à quantifier.

Aux États-Unis, la croissance au premier trimestre 2016 a été moins vigoureuse qu'attendu, conduisant à l'atténuation des prévisions de croissance pour 2016 de 0,2 point de pourcentage. La croissance devrait rebondir au deuxième trimestre, soutenue par la baisse des taux longs et une normalisation de la politique monétaire. Le FMI table sur une croissance moyenne de 2,2 % en 2016.

Dans la zone euro, le taux de croissance a été supérieur aux prévisions au premier semestre, porté par une solide demande intérieure et un léger rebond de l'investissement. Malgré le « Brexit », les prévisions de croissance ont été revues à la hausse (+0,1 point à 1,6 %).

Selon les chiffres publiés par l'INSEE le 29 juillet, l'activité en France a marqué le pas au deuxième trimestre 2016, après +0,7 % au premier trimestre. La consommation des ménages a perdu de sa vigueur, tandis que l'investissement s'est replié après trois trimestres de nette hausse. Le commerce extérieur a en revanche été un facteur de soutien de l'activité. Le FMI maintient sa prévision de croissance pour la France en 2016 à +1,6 %.

Au Japon, l'activité a été légèrement meilleure que prévu malgré une demande intérieure toujours faible et une inflation en recul. Cependant, les prévisions de croissance ont également été revues à la baisse de 0,2 point pour s'établir à 0,3 % en 2016. Les perspectives à court terme se sont améliorées en Chine, en raison de récentes mesures de soutien à la croissance (réduction des taux prêteurs, politique budgétaire expansionniste, augmentation des dépenses d'infrastructures). Le FMI prévoit une croissance du PIB de 6,6 % en 2016.

Tout en présentant des perspectives différenciées, les pays émergents et en développement devraient globalement enregistrer une croissance stable en 2016 (+4,1 % après +4,0 % en 2015). Au Brésil et en Russie, la récession devrait être moins forte, sous l'effet d'un retour de la confiance des acteurs économiques et d'une remontée des cours du pétrole.

Sources : FMI, INSEE – données arrêtées à la date du 29 juillet 2016

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : Hervé GONSARD – Responsable de la rédaction : Gilles GENRE GRANDPIERRE

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer : 21 septembre 2016 - Dépôt légal : septembre 2016 – ISSN 1952-9619